

## **HOPIUM**

Société anonyme au capital de 125.573,23 euros

Siège social : 4, rue de Penthièvre – 75008 Paris

878 729 318 R.C.S. Paris

(la « **Société** »)

### **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE EN DATE DU 10 JANVIER 2022**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte (l'« **Assemblée** ») afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'augmenter le capital social d'un montant maximal de dix millions d'euros (10.000.000 €) par incorporation de réserves ou de primes ;
2. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
3. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une de ses filiales, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre au public ;
4. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une de ses filiales, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs ;
5. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de dix-huit (18) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de certaines catégories de personnes, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission ;
6. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'options de surallocation ;

7. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de douze (12) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée au profit de personnes faisant partie des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de l'une de ses filiales pour un montant maximal de quinze millions d'euros (15.000.000 €), à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission ;
8. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions, des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou à l'attribution de titres de créance, et/ou des titres de capital donnant accès à des titres de capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents de Plan(s) d'Epargne d'Entreprise du groupe qui devraient alors être mis en place, à un prix fixé selon les dispositions du Code du travail ;
9. Fixation des plafonds généraux des délégations de compétence à un montant nominal de quinze millions d'euros (15.000.000 €) pour les augmentations de capital par voie d'émission d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et de quinze millions d'euros (15.000.000 €), pour les émissions de titres de capital donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ; fixation de plafonds particuliers pour les augmentations de capital susceptibles de résulter de l'attribution d'options de souscription d'actions et pour les augmentations de capital susceptibles de résulter de l'attribution d'actions gratuites ;

*A titre ordinaire*

10. Ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur ;
11. Pouvoir en vue des formalités légales.

**1. Marche des affaires sociales**

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-113 du Code de commerce, nous vous indiquons que depuis le début de l'exercice, la Société a présenté son premier prototype roulant en juin 2021 et a poursuivi son développement avec le recrutement de nouveaux collaborateurs.

**2. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'augmenter le capital social d'un montant maximal de dix millions d'euros (10.000.000 €) par incorporation de réserves ou de primes**

Il vous est proposé, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'incorporation au capital de tout ou partie des bénéfices, réserves ou primes dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions ordinaires gratuites ou d'élévation du nominal des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux modalités ;

2/ de fixer à vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée la durée de validité de cette délégation de compétence ;

3/ de fixer à dix millions d'euros (10.000.000 €), le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application de cette délégation, étant précisé qu'à ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution d'actions de performance ;

4/ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation au directeur général, ou en accord avec ce dernier, à un directeur général délégué, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, cette délégation, et notamment pour décider que les droits formant rompus ne seraient pas négociables, que les actions correspondantes seraient vendues selon les modalités prévues par la réglementation applicable, et que le produit de la vente serait alloué aux titulaires des droits et modifier les statuts en conséquence.

**3. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou ou d'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 et L. 228-93 :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'émission, en France et/ou à l'étranger, en euros, ou en tout autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de toutes autres valeurs mobilières, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous les formes et conditions que le conseil d'administration jugerait convenables ; étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence serait exclue de cette délégation ;

2/ de fixer à vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée la durée de validité de cette délégation de compétence ;

3/ de décider qu'en cas d'usage, par le conseil d'administration, de cette délégation de compétence :

- le montant nominal maximal (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières ci-dessus visé au 1/ serait fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation de compétence, le montant nominal susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'aurait été ce nombre avant l'opération ;
- au plafond ci-dessus s'ajouterait le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'action ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;

- en outre, le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès à des titres de capital à émettre ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;

4/ de décider qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence :

- les actionnaires auraient un droit préférentiel de souscription et pourraient souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors détenu par eux, le conseil ayant la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible et de prévoir une clause d'extension exclusivement destinée à satisfaire des ordres de souscription à titre réductible qui ne pourraient pas être servis ;
- si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourrait notamment offrir au public, totalement ou partiellement, les actions et/ou les valeurs mobilières non souscrites ;

5/ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation au directeur général, ou en accord avec ce dernier, à un directeur général délégué, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, cette délégation, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence ;

6/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporterait de plein droit, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ;

7/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, l'émission devrait également être autorisée par l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits seraient exercés ;

8/ de décider que le conseil d'administration pourrait suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendrait toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

4. **Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une de ses filiales, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre au public**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et suivants et L. 228-92 et L. 228-93 :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'émission, en France et/ou à l'étranger en euros, ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, par offre au public, d'actions ordinaires, et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou d'autres valeurs mobilières, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une société dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous les formes et conditions que le conseil d'administration jugerait convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence serait exclue de cette délégation ;

2/ de fixer à vingt-six (26) mois, à compter de l'Assemblée, la durée de validité de cette délégation ;

3/ de décider qu'en cas d'usage par le conseil d'administration de cette délégation de compétence :

- le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières visées au 1/ ci-dessus serait fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation de compétence, le montant nominal susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'aurait été ce nombre avant l'opération ;
- au plafond ci-dessus s'ajouterait le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'action ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
- en outre, le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès à des titres de capital à émettre ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;

4/ de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières pouvant être émises par la Société en application de cette résolution ;

5/ de décider que le montant de la contrepartie revenant et/ou devant revenir ultérieurement à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de cette délégation, compte tenu en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, serait au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trente (30)

dernières séances de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 35 % ;

6/ de décider que le conseil d'administration pourrait suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendrait toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

7/ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation au directeur général, ou en accord avec ce dernier, à un directeur général délégué, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, cette délégation, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence ;

8/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporterait de plein droit au profit des porteurs de ces valeurs mobilières renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ;

9/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, l'émission devrait également être autorisée par l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits seraient exercés.

**5. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une de ses filiales, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et suivants et L. 228-92 et L. 228-93 :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'émission, en France et/ou à l'étranger en euros, ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, par offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou d'autres valeurs mobilières, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société et/ou d'une société dont elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous les formes et conditions que le conseil d'administration jugerait convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence serait exclue de cette délégation ;

2/ de fixer à vingt-six (26) mois, à compter de l'Assemblée, la durée de validité de cette délégation ;

3/ de décider qu'en cas d'usage par le conseil d'administration de cette délégation de compétence le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières visées au 1/ ci-dessus serait fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé :

- qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation de compétence, le montant nominal susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'aurait été ce nombre avant l'opération ;
- au plafond ci-dessus s'ajouterait le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'action ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
- conformément à la loi, l'émission serait limitée à 20 % du capital social ajusté des opérations postérieures à l'Assemblée affectant le capital, par an ;
- en outre, le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;

4/ de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières pouvant être émises par la Société en application de cette résolution ;

5/ de décider que le montant de la contrepartie revenant et/ou devant revenir ultérieurement à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de cette délégation, compte tenu en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, serait au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trente (30) dernières séances de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 35 % ;

6/ de décider que le conseil d'administration pourrait suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendrait toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

7/ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation au directeur général, ou en accord avec ce dernier, à un directeur général délégué, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, cette délégation, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence ;

8/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société visées au 1/ ci-dessus emporterait de plein droit au profit des porteurs des titres émis renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises donneraient droit ;

9/ de prendre acte qu'en cas d'usage de cette délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital, l'émission devrait également être autorisée par l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits seraient exercés.

**6. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de dix-huit (18) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de certaines catégories de personnes, à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de commerce :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'émission en France ou à l'étranger en euros, ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société, sous les formes et conditions que le conseil d'administration jugerait convenables, réservée au profit des catégories de personnes visées au 4/ ;

2/ de fixer à dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée la durée de validité de cette délégation de compétence ;

3/ de décider qu'en cas d'usage par le conseil d'administration de cette délégation de compétence :

- le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières visées au 1/ ci-dessus serait fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation de compétence, le montant nominal susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'aurait été ce nombre avant l'opération ;
- au plafond ci-dessus s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'action ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
- en outre, le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- les émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à une quotité du capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance en exécution de cette délégation s'imputeraient sur les plafonds visés ci-dessus ;



4/ de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières qui seraient émises en application de cette délégation et de réserver le droit de les souscrire aux catégories de personnes suivantes :

- les sociétés de gestion agissant pour le compte de fonds communs de placement investissant dans le capital de sociétés de taille moyenne, cotée ou non sur un marché réglementé ;
- les *holdings* d'investissement investissant dans le capital de sociétés de taille moyenne, cotée ou non sur un marché réglementé ; et
- les fonds d'investissement type *Private Equity Funds* ou *Hedge Funds* ;

étant précisé que les personnes ci-dessus doivent être des investisseurs qualifiés au sens du point e de l'article 2 du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017 et que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 I alinéa 2 du Code de commerce, l'Assemblée délèguerait dans ce cadre au conseil d'administration la compétence d'arrêter la liste des bénéficiaires au sein desdites catégories et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ;

5/ de décider que le prix des actions ordinaires de la Société émises ou auxquelles seraient susceptibles de donner droit les valeurs mobilières émises en vertu de cette délégation serait au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trente (30) dernières séances de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 35 % ;

6/ de donner tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre cette délégation, arrêter la liste des bénéficiaires au sein desdites catégories ci-dessus définies ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux et imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence.

**7. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'options de surallocation**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, de déléguer au conseil d'administration, dans le cadre des émissions qui seraient décidées en application des délégations conférées au conseil d'administration en vertu des deuxième à sixième résolutions, votre compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre prévu dans l'émission initiale, dans les conditions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, dans la limite des plafonds prévus auxdites résolutions et pour la durée prévue auxdites résolutions.

8. **Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de douze (12) mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée au profit de personnes faisant partie des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de l'une de ses filiales pour un montant maximal de quinze millions d'euros (15.000.000 €), à un prix fixé selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-92 du Code de commerce :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, à l'émission en France ou à l'étranger en euros, ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société, sous les formes et conditions que le conseil d'administration jugerait convenables, réservée au profit des catégories de personnes visées au 4/ ;

2/ de fixer à douze (12) mois à compter de l'Assemblée la durée de validité de cette délégation de compétence ;

3/ de décider qu'en cas d'usage par le conseil d'administration de cette délégation de compétence :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société visées au 1/ ci-dessus serait fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation de compétence, le montant nominal total (hors prime d'émission) susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'aurait été ce nombre avant l'opération ;
- au plafond ci-dessus s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'action ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
- en outre, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- les émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société en exécution de cette délégation s'imputeraient sur les plafonds visés ci-dessus ; ;

4/ de décider de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières qui seraient émises en application de cette délégation et de réserver le droit de les souscrire aux catégories de personnes suivantes :

- les salariés de la Société ou de toute filiale française ou étrangère de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et/ou les mandataires sociaux occupant également des fonctions salariées au sein de la Société ou de toute filiale française ou étrangère de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- les mandataires sociaux de la Société ou de toute filiale française ou étrangère de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce et les représentants permanents de personnes morales administrateurs ou membres d'un conseil d'administration de la Société ou de toute filiale française ou étrangère de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce qui, à la date de la décision du conseil d'administration ou du directeur général sur délégation du conseil d'administration, n'occuperaient pas de fonctions salariées au sein de la Société ou de toute filiale française ou étrangère de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;

5/ de décider que le prix des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières émises en vertu de cette délégation sera au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trente (30) dernières séances de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 35 % ;

6/ de déléguer tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre cette délégation, arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories ci-dessus définies ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux et imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence.

**9. Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois, à l'effet d'émettre des actions, des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou à l'attribution de titres de créance, et/ou des titres de capital donnant accès à des titres de capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents de Plan(s) d'Epargne d'Entreprise du groupe qui devraient alors être mis en place, à un prix fixé selon les dispositions du Code du travail**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport spécial du commissaire aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-138, L. 225-138-1, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail et afin également de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce :

1/ de déléguer au conseil d'administration votre compétence à l'effet (i) d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social par l'émission d'actions et/ou des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société réservée aux adhérents de Plans d'Epargne d'Entreprise (PEE) du Groupe et (ii) de procéder, le cas échéant, à des attributions d'actions de performance ou des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre en substitution totale ou partielle de la décote visée au 3. ci-dessous dans les conditions et limites prévues par l'article L. 3332-21 du Code du travail, étant précisé en tant que de besoin que le conseil d'administration pourrait substituer en tout ou partie à cette augmentation de capital la cession, aux mêmes conditions, de titres déjà émis détenus par la Société ;

2/ de décider que le nombre d'actions susceptibles de résulter de l'ensemble des actions émises en vertu de cette délégation, y compris celles résultant des actions ou titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre éventuellement attribués gratuitement en substitution totale ou partielle de la décote dans les conditions fixées par l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, ne devrait pas excéder dix mille (10.000) actions. A ce nombre s'ajouterait, le cas échéant, le nombre d'actions supplémentaires à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des porteurs de titres de capital donnant accès au capital de la Société ;

3/ de décider que (i) le prix d'émission des actions nouvelles ne pourrait ni supérieur au prix de cession déterminé en application de l'article L. 3332-20 du Code du travail, ni inférieur de plus de 20 % à celui-ci ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan, en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26, serait supérieure ou égale à dix ans, étant précisé que le conseil d'administration ou le directeur général pourrait, le cas échéant, réduire ou supprimer la décote qui serait éventuellement retenue pour tenir compte, notamment, des régimes juridiques et fiscaux applicables hors de France ou choisir de substituer totalement ou partiellement à cette décote l'attribution gratuite d'actions et/ou de titres de capital donnant accès au capital et que (ii) le prix d'émission des titres de capital donnant accès au capital serait déterminé dans les conditions fixées par l'article L. 3332-21 du Code du travail ;

4/ de décider de supprimer au profit des adhérents au(x) plan(s) d'épargne du groupe le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société pouvant être émises en vertu de cette délégation et de renoncer à tout droit aux actions et titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre pouvant être attribués gratuitement sur le fondement de cette résolution ;

5/ de déléguer tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet notamment de :

- décider si les actions devraient être souscrites directement par les salariés adhérents aux plans d'épargne du groupe ou si elles devraient être souscrites par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionnariat Salarié (SICAVAS) ;
- déterminer les sociétés dont les salariés pourraient bénéficier de l'offre de souscription ;
- déterminer s'il y aurait lieu de consentir un délai aux salariés pour la libération de leurs titres ;
- fixer les modalités d'adhésion au(x) PEE du groupe, en établir ou modifier le règlement ;
- fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et le prix d'émission des titres ;
- procéder, dans les limites fixées par l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, à l'attribution d'actions gratuites ou de titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre et fixer la nature et le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital ;
- arrêter le nombre d'actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de sur-souscription ;
- imputer les frais des augmentations de capital social, et des émissions d'autres titres donnant accès à des titres de capital à émettre, sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et modifier les statuts en conséquence.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de (vingt-six) 26 mois à compter du jour de l'Assemblée.

Cette résolution est proposée afin de satisfaire aux exigences légales et réglementaires. Nous vous recommandons toutefois de la rejeter.

**10. Fixation des plafonds généraux des délégations de compétence à un montant nominal de quinze millions d'euros (15.000.000 €) pour les augmentations de capital par voie d'émission d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et de quinze millions d'euros (15.000.000 €), pour les émissions de titres de capital donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ; fixation de plafonds particuliers pour les augmentations de capital susceptibles de résulter de l'attribution d'options de souscription d'actions et pour les augmentations de capital susceptibles de résulter de l'attribution d'actions gratuites**

Il vous est proposé de décider de fixer ainsi qu'il suit les limites globales des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence au conseil d'administration résultant des résolutions présentées ci-dessus :

- le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital par voie d'émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ne pourrait être supérieur à quinze millions d'euros (15.000.000 €), majoré du montant nominal des augmentations de capital à réaliser pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires de ces titres. En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité desdites délégations de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) susvisé serait ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social après l'opération et ce qu'aurait été ce montant avant l'opération ;
- le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès au capital ou à un titre de créance ne pourrait excéder quinze millions d'euros (15.000.000 €) ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- étant précisé que les augmentations de capital résultant ou susceptibles de résulter des délégations consenties par les troisième et quatrième résolutions votées par l'Assemblée Générale Mixte du 15 décembre 2020 s'ajouteraient au montant maximal des augmentations de capital susvisé.

**11. Ratification de la nomination par cooptation d'un administrateur**

Il vous est proposé, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, de décider de ratifier la nomination provisoire par voie de cooptation de Monsieur Hervé Lenglard, effectuée lors de la séance du 22 juin 2021 du conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Pascal Chevalier, démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

**12. Pouvoirs en vue des formalités légales**

Il vous est proposé, dès lors que vous aurez voté les résolutions susvisées, de conférer tous pouvoirs en vue de l'accomplissement de toutes formalités nécessaires.

Telles sont les résolutions que nous vous proposons et qui, à l'exception de la huitième résolution que nous vous recommandons de rejeter, nous l'espérons, auront votre approbation.

---

Le Conseil d'Administration